deux motions à la Chambre pour discuter de la question, l'une le 6 mai et l'autre le 31 octobre 1977.

En 1981, il a proposé une nouvelle motion qui a fait l'objet d'un débat à la Chambre. Enfin, en 1987, il a de nouveau fait inscrire au *Feuilleton* une motion visant à instituer une école nationale d'administration publique.

Au nom de mes collègues du Parti libéral, je tiens à exprimer encore une fois notre appui en faveur de cette initiative visant à instituer un Centre canadien de gestion, une initiative dont la Chambre a été saisie la première fois par un député libéral, celui d'Ottawa—Vanier, en 1974.

Le Centre remplace l'ancien Centre de perfectionnement des cadres, de Touraine, dirigé par la Commission de la fonction publique. Les prévisions budgétaires de 1989-1990 pour le fonctionnement du centre se chiffrent à 9,6 millions de dollars, contre 4,5 millions en 1988-1989. Le centre exerce ses activités à Touraine et à l'édifice de l'Académie de La Salle, promenade Sussex.

Le projet de loi C-34 représente une version révisée du projet de loi C-148, et propose de faire du CCG un établissement public doté d'un conseil d'administration plutôt qu'un ministère ou un conseil consultatif. Le centre a notamment pour mandat d'offrir des programmes d'orientation, de formation et de perfectionnement aux cadres supérieurs de la fonction publique fédérale et du secteur public, et de faire de la recherche pour améliorer l'administration publique.

Grâce à ses programmes de formation, d'orientation et de perfectionnement, le centre est conçu pour faire en sorte que les cadres supérieurs du secteur public améliorent leur compétence, leur créativité et leurs connaissances en gestion—notamment en matière d'analyse, de conseils et d'administration—nécessaires à l'élaboration des grandes orientations, à l'adaptation aux changements et à une gestion efficace des programmes et services de l'État.

Le centre s'efforcera d'attirer dans la fonction publique des candidats de premier ordre. Il effectuera des recherches sur la théorie et la pratique de la gestion dans le secteur public. Le projet de loi veut également encourager la collaboration entre le centre et d'autres organismes intéressés par le perfectionnement de la gestion, et la diffusion de programmes à l'extérieur de la fonction publique.

Initiatives ministérielles

Le Centre a pour mission: d'inciter à la fierté et à la qualité dans la gestion de la fonction publique et de stimuler chez les gestionnaires de celle-ci le sens de la finalité, des valeurs et des traditions la caractérisant.

De contribuer à ce que ces gestionnaires aient, notamment en matière d'analyse, de conseils et d'administration, la compétence, la créativité et les connaissances en gestion nécessaires à l'élaboration des grandes orientations, à l'adaptation aux changements et à une gestion efficace des programmes et services de l'État.

D'attirer dans la fonction publique, par ses programmes et études, des personnalités de premier ordre et de les appuyer dans la progression d'une carrière de gestionnaires voués, au sein du secteur public, au service du Canada.

D'élaborer et de mettre en oeuvre, à l'intention des gestionnaires du secteur public, et plus particulièrement des cadres supérieurs de la fonction publique, des programmes de formation, d'orientation et de perfectionnement.

De mener des études et des recherches sur la théorie et la pratique de la gestion dans le secteur public.

Et de sensibiliser la population canadienne aux questions relatives à la gestion du secteur public et à l'ensemble du processus gouvernemental et de faire participer à son idéal de perfection dans l'administration publique des personnalités et des organismes appartenant à de multiples secteurs d'activité.

[Français]

On ne peut qu'agréer avec la mission du Centre de gestion de contribuer à ce que les gestionnaires de la Fonction publique aient la compétence, la créativité et les connaissances en gestion, notamment en matière d'analyse, de conseils et d'administration, nécessaires à l'élaboration de grandes orientations, à l'adaptation aux changements et à une gestion efficace des programmes et services de l'État.

On ne peut qu'agréer avec sa mission d'attirer dans la fonction publique, par ses programmes et études, des personnalités de premier ordre et de les appuyer dans la progression d'une carrière de gestionnaires voués, au sein du secteur public, au service du Canada.

On ne peut qu'agréer à sa mission d'élaborer et de mettre en oeuvre, à l'intention des gestionnaires du secteur public, et plus particulièrement des cadres supé-